

**PROPOSITION DE PLAN D'ESSAI****INTRODUCTION**

On pourrait commencer par une constatation (éventuellement inspirée du texte) : le monde traverse actuellement une crise économique aigue –notamment dans les secteurs énergétique et agroalimentaire. Les plus affectés sont bel et bien les pays les plus démunis. En effet, victimes d'une crise dont ils ignorent les ressorts, les habitants des pays pauvres en subissent les premières et douloureuses conséquences.

**DEVELOPPEMENT****Première partie**

Les pays pauvres, plus vulnérables plus que jamais, ne manqueront certainement pas de souffrir de cette situation.

- Pour le secteur énergétique :

La plupart des pays en voie de développement, importateurs de produits énergétiques (pétrole, gaz,...) vont être confrontés à de graves problèmes économiques (affectation de tous les secteurs, stagnation, voire même recul du taux de croissance), ce qui va troubler davantage la vie sociale, déjà fragilisée et accentuer le mécontentement général.

Exemple : en 2008 on a recensé des émeutes en Jordanie et en Mauritanie contre la hausse du prix des carburants.

- Pour le secteur agroalimentaire :

Ces pays souffraient déjà, en période faste, de carences et pénuries : pas d'autosuffisance alimentaire, aide internationale aléatoire et souvent « politisée »...

Les choses vont certainement empirer avec les prévisions sur la hausse des prix des produits de base (blé, maïs, riz...)

Exemple : on commence à s'habituer à l'image des gens en Egypte faisant la queue pour du pain

--- la flambée des prix alimentaires et énergétiques risque donc d'accroître le nombre de mal nourris dans le monde. Les enjeux sont donc plus grands pour les pays pauvres tributaires des importations.

## **PROPOSITION DE RESUME**

L'extraordinaire hausse des prix agricoles (à l'instar des produits énergétiques) coïncide avec la baisse de la productivité et l'augmentation de la consommation mondiale.

Ainsi la flambée des céréales et autres dérivés laitiers s'explique non seulement par les aléas climatiques, mais aussi par les spéculations humaines.

Autres facteurs aggravants : l'accroissement de l'offre par rapport à la demande -particulièrement en raison de l'élévation du niveau de vie mondial- et la transformation de certains produits de base en agrocarburants.

Certes, ce bouleversement ne manquera certainement pas d'affecter à court terme les consommateurs ; cependant l'impact sera à la longue profitable aux agriculteurs et aux investissements agricoles.

Tant mieux alors pour ce secteur, ô combien vital, et dont dépendent la plupart des économies mondiales, notamment celles des pays en voie de développement. Reste que ce défi exigera l'amélioration de la qualité parallèlement à la quantité.

(150mots)

## **DEUXIEME PARTIE**

Que faire pour remédier à cette situation ?

Les pays pauvres, au lieu de se morfondre dans un fatalisme passif et un catastrophisme primaire, pourraient se sauver s'ils engageaient quelques actions réparatrices :

Concernant le secteur énergétique :

Accorder une intention particulière aux énergies renouvelables (solaire, éolienne, aquatique) coûteuses, il est vrai au début, mais à la longue rentables, en plus des autres avantages qu'elles présentent (respect de l'environnement, sécurité, abondance...)

Concernant le secteur agroalimentaire :

Il s'agirait surtout de réhabiliter ce secteur vital en lui accordant la priorité qu'il mérite : encourager les investissements dans ce domaine (mécanisation, motivations matérielles pour les agriculteurs)

Assurer les besoins nutritionnels des nourrissons et des femmes enceintes

Recourir aux exemptions de droits, tarifs « survie » et autres formes de subventions ciblées à l'intention des consommateurs et usagers à faibles revenus

Les pays développés pourraient aussi revoir leurs politiques agricoles, notamment les subventions aux cultures destinées à la production de biocarburants qui ont contribué à la montée des prix du maïs en particulier

## **CONCLUSION**

Tâche, certes ardue mais qui doit engager tout le monde. La responsabilité incombe non seulement aux forces actives : à tout le monde : politiciens, scientifiques, médias, ONG, mais aussi à tous les citoyens du monde.